

Document

Baisse de la note souveraine du Portugal, paralysé par une grève des transports publics. (28.04)

Le Monde – 28.04

L'agence de notation financière Standard & Poor's a annoncé mardi avoir abaissé de deux crans, de A+ à A-, la note souveraine du Portugal, dont les principales villes étaient paralysées mardi par un grève dans les transports publics pour dénoncer le plan d'austérité du gouvernement de centre-gauche.

L'abaissement de la note du Portugal par Standard & Poor's, assorti d'une perspective négative, intervient dans un climat d'inquiétude sur la capacité de ce pays à maîtriser le poids de la dette qui l'accable. Il reflète "les risques accrus auxquels le Portugal est confronté", a expliqué l'agence de notation dans un communiqué.

Le Portugal, qui tente d'échapper à une crise budgétaire majeure telle que celle subie par la Grèce, a dû faire face à une pression accrue des marchés financiers mardi, alors que les taux d'emprunt ont augmenté et que le cours des actions a dégringolé.

L'écart de taux d'intérêt ("spread") entre les obligations à dix ans portugaises et leur équivalent allemand a bondi de 32 points pour atteindre mardi 5,51 points. Cet écart est le plus important depuis l'entrée en circulation de la monnaie unique européenne au Portugal et dans 15 autres pays de l'UE.

L'indice PSI-20 de la Bourse de Lisbonne a, dans le même temps, plongé de 3,4% en début d'après-midi.

Par ailleurs, une grève dans les transports publics a semé la confusion mardi dans les principales villes du pays, Lisbonne et Porto.

La plupart des habitants se sont en effet déplacés en voiture à cause des débrayages des employés des trains, bus et ferries, qui protestent contre le gel des salaires dans la fonction publique et les entreprises gérées par l'Etat, décidé par le gouvernement pour réduire son déficit budgétaire abyssal.

La société nationale de chemins de fer, Caminhos de Ferro Portugueses, qui gère les réseaux ferrés de banlieue, a fait savoir que seules les liaisons internationales étaient en service.

Les ferries reliant les banlieues très peuplées de la rive sud du Tage à Lisbonne, très fréquentés aux heures de pointe, n'étaient pas non plus en service, obligeant les banlieusards de ces quartiers à emprunter routes et ponts pour venir travailler.

Le métro lisboète n'était en revanche pas perturbé, et un service minimum de bus assuré. A Porto, deuxième ville du pays, les tramways circulaient normalement.

Le ministre sans portefeuille Pedro Silva Pereira a estimé qu'il était inapproprié de réclamer des augmentations alors que le climat économique requérait des sacrifices. "Tout le monde doit partager ces épreuves", a-t-il déclaré.

Le Portugal est considéré comme l'un des pays de la zone euro les plus vulnérables après la Grèce, où les autorités négociaient toujours mardi les conditions de mise en oeuvre de l'aide demandée par Athènes aux pays de la zone euro et au Fonds monétaire international (FMI). La Grèce espère obtenir des prêts s'élevant à environ 30 milliards d'euros des 15 autres pays de la zone euro, plus 10 milliards d'euros du FMI. L'Allemagne, qui serait le plus gros contributeur de l'Eurogroupe à ce mécanisme de soutien, avec une

quote-part de 8,37 milliards d'euros, freine des quatre fers: elle a fait savoir qu'elle ne répondrait pas à la demande d'Athènes tant que les discussions sur les mesures d'austérité ne seraient pas terminées.

L'Union européenne tente d'éviter que la crise grecque ne contamine d'autre pays européens comme le Portugal, mais aussi l'Espagne, fragilisée par un éclatement de sa bulle immobilière, et l'Italie dont le niveau d'endettement est élevé.

Le chef économiste de la banque portugaise Banco Espirito Santo, Carlos Andrade, a toutefois jugé que le Portugal ne montrait pas de signes de cessation de paiement, mais souffrait des spéculations alimentées par les difficultés de la Grèce. "Les spreads ne reflètent pas les fondamentaux économiques du pays. Ils sont le reflet de la spéculation des marchés. C'est un problème de contagion", a expliqué M. Andrade, en soulignant que Lisbonne avait déjà levé 4,5 milliards d'euros sur le marché obligataire.

L'inquiétude demeure toutefois sur la capacité financière du Portugal à honorer les futurs remboursements de sa dette au vu des faibles perspectives de croissance du pays, dont l'économie repose principalement sur le tourisme.

Lisbonne a accusé un déficit public de 9,4% en 2009 et sa dette devrait atteindre 86% du produit intérieur brut (PIB) en 2010, contre 124% pour la Grèce, et 90,1% en 2012.

Le gouvernement a prédit une croissance de 0,7% pour 2010 et 0,9% en 2011, mais ces prévisions pourraient être trop optimistes selon la Commission européenne.